

14

11

21

No 1

février 1960

Les responsables des groupes constituent le Bureau et tiennent leurs réunions administratives, ouvertes à tous, chaque l u n d i de 12 h. 30 à 14 h.

Le groupe culturel a organisé un cycle d'études sur la guerre d'Espagne.

Prochaines séances :

3 février Le problème de la non-intervention.
24 février L'idéologie fasciste en Espagne.

En outre :

16 février Psychologie de l'antisémitisme.

Les séances ont lieu à la Brasserie viennoise dès 20 h 30 (le 16, à 20 h. 45).

Apolitisme et irresponsabilité

Pendant longtemps, on le sait, l'accès aux études fut un privilège de classe. Pour l'essentiel, il le demeure. Mais une chose a changé : des gens de plus en plus nombreux, appartenant à toutes les couches de la société, à tous les horizons politiques ou spirituels, prennent conscience de l'injustice de la situation actuelle et du danger qu'elle représente pour l'avenir de notre pays. L'accès aux études de fils de salariés (employés et fonctionnaires) change peu à peu la physionomie de nos universités. Les AGE romandes prennent une conscience de plus en plus nette de la nécessité d'une démocratisation de l'enseignement. Elles dénoncent le mal, proposent des remèdes. Elle est bien finie, l'époque où l'étudiant, entretenu par papa et pieusement, filialement soumis à sa volonté, n'avait pour tout problème que celui de l'organisation de ses loisirs. Qu'il engrossât la bonne ou qu'il se livrât à quelque frasque anarchique - seules manifestations possibles d'une liberté illusoire - il avait

toujours derrière lui - et il le savait - ce Deus ex machina, qui, par son portemonnaie et ses relations, arrangeait tout, réparait tout : papa.

Le temps des études à papa est révolu. Lorsqu'il paie ses inscriptions, lorsqu'il se heurte à la race des logeuses (combien de Gorgones pour une Circé), lorsqu'il fait une demande de renvoi d'une période de service militaire, prépare un séminaire ou travaille en laboratoire, l'étudiant prend conscience de ce qui l'unit à ses camarades : communauté d'intérêts, solidarité.

Mais, direz-vous, l'AGE s'occupe de ces problèmes. Nous en convenons parfaitement. Nous ajouterons même qu'elle s'en occupe au mieux de ses possibilités actuelles. Notre but est autre : susciter la discussion, parmi les étudiants, sur les problèmes qui les concernent (et, en fin de compte, tous les problèmes ne les concernent-ils pas), par l'organisation de conférences et de débats contradictoires et par la diffusion du présent bulletin.

L'AGE, d'autre part, représente

la totalité des étudiants. Or, si une communauté d'intérêts nous unit tous, il existe, sur le plan intellectuel et moral, quantités d'attitudes différentes, dont certaines ont trouvé leur expression dans des groupes organisés, tels l'ACE (Association chrétienne des étudiants), le GUC (Groupe universitaire catholique), ou le Groupe d'études politiques (libéral).

Le MDE (Mouvement démocratique des étudiants), pour sa part, entend unifier et représenter les diverses tendances de gauche existant parmi les étudiants, ceci sur la base de conceptions et d'objectifs communs, sans chercher à masquer les différences - notamment idéologiques - qui les séparent.

Nous pensons tout d'abord que l'apolitisme des organisations représentatives d'étudiants a vécu. De plus en plus et dans tous les pays, les étudiants prennent conscience de leur appartenance à une société donnée et de l'interdépendance étroite de leurs problèmes particuliers

et de ceux de l'ensemble de la société. Les organisations d'étudiants des pays colonisés luttent contre le colonialisme. Position politique, mais dictée par les intérêts des étudiants, puisque le colonialisme est aussi synonyme d'oppression culturelle et d'obscurantisme. L'UNEF (Union nationale des étudiants de France) prend position contre la levée des sursis accordés jusqu'ici aux étudiants. Position politique en réponse à une décision politique du gouvernement français. Nous pourrions multiplier les exemples.

L'UNES, de par son apolitisme dépassé, ne se trouve-t-elle pas de plus en plus isolée à la Conférence internationale des étudiants, fondée pourtant en réaction contre l'Union internationale des étudiants (UIE), dont le siège est à Prague et que l'on estimait trop "politisée" ? La garde meurt et ne se rend pas, dit-on. L'UNES devra bien se rendre un jour ou l'autre à l'évidence.

Précisons : combattre l'apolitisme ne signifie nullement se ranger sur les positions d'un parti politique. Cela signifie simplement prendre les positions politiques qui s'imposent lorsque les intérêts des étudiants l'exigent.

Nul doute, à cet égard, que le manifeste de Grenet, par lequel l'AGE de Lausanne a exprimé sa position quant au problème de la démocratisation de l'enseignement, n'ait une signification politique. Et profonde.

L'apolitisme lui-même a un sens politique qui n'est que trop évident : il est le refuge du conservatisme le plus borné. Propose-t-on une réforme, une amélioration ? Veut-on manifester une forme de solidarité avec les étudiants étrangers persécutés ? Veut-on la libération ou la grâce d'un étudiant emprisonné ou condamné à mort pour ses opinions ? La vie, la mort, c'est de la politique.

Mais que surviennent certains événements, tous nos champions de l'apolitisme se retrouveront dans la rue pour s'exercer au maniement du coquetèle dit Kholotov, dont l'utilité n'est plus à démontrer. A croire que, pour certains, l'anticommunisme seul est apolitique.

Faire connaître nos positions et propositions sur les problèmes qui nous intéressent, susciter autour d'elles la discussion : ce bulletin n'a pas d'autre but. Sa parution sera dictée par l'actualité des problèmes les plus importants, sur lesquels nous devons prendre position.

ME

Le problème des relations culturelles Est-Ouest

La célébration du 500^e anniversaire de l'Université de Bâle soulève à nouveau le problème des relations culturelles avec les pays de l'Est : en effet, les organisateurs se demandent s'il convient ou non d'inviter les représentants de ces pays. A ce sujet, le professeur de théologie Karl Barth a nettement pris position dans un discours, dont voici quelques extraits que publie la National Zeitung.

"Est-ce l'affaire de notre université de s'associer à la continuation de la guerre froide et, au lieu de construire de nouveaux ponts entre l'Est et l'Ouest, de détruire ceux qui existent déjà ? Comme si en faisant cela on apportait une aide à quelqu'un ou à quelque chose ? Et comme si nous n'étions pas justement cette année témoins de tentatives sérieuses (quelque soit leur aboutissement) de la part d'institutions irréprochables faisant tout pour prévenir le danger d'une fin horrible et pour en finir avec le système de la guerre froide qui y mène.

L'Université de Bâle peut-elle se permettre d'ignorer, au nom de ce que nous appelons la "libre recherche de la vérité", les résultats respectables (et cela non seulement en physique et technique) qui ont été atteints par la science de l'Est et qui seront atteints encore, qu'on le veuille ou non ?

Et cela au moment où l'Amérique, puissance dirigeante de l'Occident, pense et agit tout autrement ? ...

Un jugement réfléchi et pondéré devrait encore être possible."

Positions et propositions

EPUL : augmentation des finances de cours

Les finances de l'Etat de Vaud sont en pleine déconfiture. C'est bien connu; les étudiants étrangers de l'EPUL vont s'en apercevoir, dont les finances de cours viennent d'être augmentées de 40 % environ (qui représentent une centaine de francs par semestre).

Une telle décision surprend à maints égards :

- elle opère entre étudiants étrangers et autochtones une discrimination qui n'est guère conforme à la vocation universitaire de notre ville.
- elle fait fi d'un principe de réciprocité communément admis et dont bénéficient les Suisses à l'étranger.
- elle nuit à ce moyen d'aide aux pays sous-développés qu'est la formation scientifique de leurs ressortissants.
- elle ne saurait de toute évidence améliorer les comptes de l'état de Vaud, qui dépense près de 6 millions de francs par an pour son université.
- elle se fonde manifestement sur le postulat illusoire que l'étudiant étranger est fortuné par excellence.
- ne risque-t-elle pas de ne prendre tout son sens qu'une fois étendue aux autres facultés de l'Université ?
- elle semble enfin très mal venue au moment où nos autorités commencent précisément à s'émouvoir du coût élevé des études.

Les étudiants et la hausse des loyers

Chiffres tirés de l'étude publiée dernièrement par l'AGE "sur la nécessité de construire une cité universitaire à Lausanne" :

- le 41 % environ des étudiants suisses ne vivent pas dans leurs familles (p. 5).
- plus de la moitié des étudiants suisses qui habitent en dehors de leur famille consacrent plus de 70 francs par mois à leur logement; 21 %, plus de 90 francs; 11 %, plus de 110 francs (p. 4).
- enfin : la première constatation qui s'impose est le prix élevé du logis (p. 5).

Le titre de cette étude indique la solution du problème : une cité universitaire.

On sait que le Conseil national vient d'accepter déjà par 105 voix contre 83 l'examen du projet du Conseil fédéral destiné à supprimer progressivement le contrôle des loyers.

La cessation du contrôle des loyers dans les années à venir n'épargnerait pas quantité d'étudiants.

Faut-il attendre purement et simplement la construction d'une cité universitaire ? Un vaste mouvement se dessine dans tout le pays contre la hausse des loyers. Les différentes AGE, l'UNES, sauront-elles s'y joindre ? Sauront-elles, le cas échéant, participer au lancement d'une initiative populaire contre la suppression du contrôle des loyers ?

Mouvement démocratique des étudiants

Président B. H e n r y (SSP)
Secrétaire C. P a v i l l o n (Lettres)

Responsables des groupes

Culturel S. W i n t s c h (Arch.)
L. G o l o v t c h i n e r (Lettres)

Politique M. N e y (Droit)
B. H e n r y

Bulletin J. P e t i t (Droit)
A. C u n e o (Lettres)
R. B e r t h o u d (Lettres)

Adresse du Mouvement : Case ville 1507, Lausanne

M

D

E